



Culture politique et politique locale en République tchèque

Igor Nosál

► To cite this version:

Igor Nosál. Culture politique et politique locale en République tchèque : Cahiers du CEFRES N° 16f, Emergence des pratiques démocratiques en République tchèque. Cahiers du CEFRES, 2010, Emergence des pratiques démocratiques en République tchèque, 16f, pp.11. halshs-01164213

HAL Id: halshs-01164213

<https://shs.hal.science/halshs-01164213>

Submitted on 16 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 16f, Emergence des pratiques démocratiques en République tchèque
Antoine Marès (Ed.)

Igor NOSÁL

Culture politique et politique locale en République tchèque

Référence électronique / electronic reference :

Igor Nosál, « Culture politique et politique locale en République tchèque », Cahiers du CEFRES. N° 16f, Emergence des pratiques démocratiques en République tchèque (ed. Antoine Marès).

Mis en ligne en / published on : août 2010 / august 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c16f/nosal_1999_culture_politique_republique_tcheque.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Culture politique et politique locale en République tchèque

Igor Nosál
Université silésienne d'Opava¹

En introduction: démocratie et politique locale

La politique locale représenta de tout temps, dans la tradition tchèque, une dimension importante de la vie politique. On peut même dire qu'elle fut souvent, dans la société tchèque, la plus importante, parce que c'est là que se joua la vie politique quand les Tchèques perdirent la possibilité, après la Montagne Blanche et jusqu'en 1918, puis de nouveau plus tard, d'influencer la politique au niveau de l'Etat (sans parler de la perte d'influence sur la politique de l'Europe environnante). Cela explique peut-être aussi pourquoi la politique tchèque revêt souvent, depuis la fondation de l'Etat national, un aspect de politique "provinciale", renfermée et repliée sur soi-même (ce trait de caractère est à nouveau patent dans la politique étrangère tchèque depuis le rétablissement, après 1989, de la souveraineté étatique).

Le niveau de démocratie en politique locale est d'une grande importance pour la stabilité de la démocratie dans l'Etat. C'est dans la politique locale que se développent et sont mis en place les éléments fondamentaux de la démocratie, qui n'ont, au niveau national des démocraties représentatives, que peu de possibilités de s'exprimer. C'est-à-dire un plus grand espace et une occasion de participer directement à la vie politique. Toutes les conditions d'une plus grande expression des qualités fondamentales de la démocratie sont réunies au niveau de la communauté locale - un comportement civique actif qui repose sur des expériences politiques moins indirectes, de meilleures connaissances de la réalité politique et des possibilités plus immédiates de participer à l'action publique et d'en apprécier directement les résultats sur la qualité de la vie publique, du fait d'une véritable proximité des citoyens.

L'origine historique de la démocratie est la "politique locale". Les premières démocraties du monde antique furent les communautés politiques des cités, dont la plus connue est la *polis* athénienne². Le modèle occidental de démocratie libérale des Etats nationaux modernes est lui-même issu de la politique locale, de la gestion locale, de la vie associative, de l'action des corporations et groupements qui forment la *société civile*, dont les racines historiques se trouvent dans la démocratie européenne de la cité (Brokl et coll., 1997: 88). La forme occidentale de la démocratie résulte donc d'un long processus historique venu "d'en bas".

¹ Coordonnées: Igor Nosál, Ústav spoleněnských věd FPF, Slezská Universita, Bezručovo nám. 13, 746 01 Opava. Tél.: 0653- 68 43 19, e-mail: Igor.Nosal@fpf.slu.cz

² La *polis* athénienne comptait, à l'apogée de la démocratie athénienne, environ 300 000 habitants, dont le tiers était constitué d'esclaves et la moitié des 200 000 personnes libres restantes de femmes, d'étrangers et d'enfants dépourvus de droits politiques. Par conséquent, seuls environ 40 000 Athéniens libres de sexe masculin jouissaient de droits civiques (voir Svensson, 1995: 2).

En simplifiant considérablement, on peut postuler que notre démocratie actuelle arriva "par le haut", par le changement constitutionnel qui suivit la chute du régime communiste en novembre 1989, non par la reconnaissance et la codification des institutions présentes dans la société civile et par leur institutionnalisation dans un système de démocratie libérale (voir également Brokl et coll., 1997: 89). Contrairement aux démocraties occidentales, qui ont une longue tradition derrière elles, la formation des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale est le résultat d'une rapide décision des nouvelles élites politiques (en association avec les décisions des puissances politiques internationales), laquelle est la plupart du temps le calque des institutions existantes, c'est-à-dire la reprise des modèles institutionnels en vigueur dans les démocraties occidentales, mais qui ne connaîtra pas la même longue genèse historique et socio-politique. Bien que, démocratiquement parlant, cette mise en place de la démocratie soit légitimée par les citoyens à l'occasion d'élections démocratiques, sociologiquement parlant, la brusque transition opérée, passant d'un régime communiste non démocratique à un système politique démocratique, peut être interprétée comme l'instauration d'une démocratie "par le haut". Pour reprendre les termes de Ralph Dahrendorf, la montre des juristes constitutionnels avait de l'avance sur celle des citoyens (Dahrendorf, 1990). Pour Gerd Meyer, les révolutions pacifiques d'Europe centro-orientale ne furent pas le fait de la révolte d'une classe socio-économique quelconque, mais celui d'une petite contre-élite politique constituée principalement de l'intelligentsia académique. Les protestations de la masse des ouvriers et employés ne jouèrent un rôle important (pour autant qu'elles en jouèrent seulement un) que dans la courte phase du processus démocratique populaire et du profond bouleversement des années 1989/1990. Sociologiquement, les nouvelles démocraties ne furent pas initiées et ne sont pas davantage dirigées par une classe spécifique qui dominerait le processus de transformation grâce à des intérêts socio-économiques existants, à une longue expérience de la politique démocratique, à une tradition culturelle propre et, point très important, aux alternatives bien planifiées ou au moins éprouvées de la politique et du personnel professionnel. En réalité, les jeunes démocraties d'Europe centro-orientale sont gouvernées par une couche dirigeante qui fonctionne comme le réseau représentatif du mélange particulier de l'ancien et du nouveau (Meyer, 1996: 22-23). Le court règne des mouvements de masse de la "révolution de velours" fut rapidement étouffé, et les nouvelles "contre"-élites politiques, constituées des "nouveaux libéraux" vainqueurs regroupés au sein des partis politiques, au premier rang desquels se trouve l'ODS de Klaus, devinrent les principaux acteurs politiques de la transformation. Ce type "d'autre" histoire de la démocratie ne concerne pas la seule ancienne Tchécoslovaquie, il concerne aussi d'autres pays d'Europe centro-orientale et d'Europe orientale.

D'un autre côté, il convient de ne pas ignorer les tendances immanentes de démocratisation perceptibles au sein ("au bas") de la société, lesquelles réapparaissent régulièrement dans l'histoire politique de la société tchèque, surtout dans les moments critiques où l'identité, l'intégrité nationale est menacée. La démocratie dépend justement de ce rôle des citoyens qui consiste à s'impliquer en politique, à être acteurs et participants. Les choix de valeurs civiques, les prises de position et comportements civiques créent un cadre d'action pour tout gouvernement démocratique, y compris donc pour les gouvernements locaux - pour l'administration et la gestion

locales. Ces valeurs et attitudes civiques permettent aussi le développement de l'autogestion et des associations de citoyens, qui agissent comme des institutions spontanées et informelles de la vie politique locale, sans lesquelles la démocratie ne serait pas stable et les institutions démocratiques formelles perdraient en efficacité. Les théoriciens classiques de la démocratie libérale que sont J. S. Mill et Alexis de Tocqueville accordaient une grande importance à cet aspect de la démocratie, y voyant une barrière contre la tyrannie de la plupart des institutions politiques exécutives de l'Etat démocratique (Tocqueville) et une éducation à la responsabilité démocratique (J. S. Mill). La remarquable étude de Robert Putnam (1993) sur la culture politique et la tradition civique dans les régions d'Italie intitulée *Making Democracy Work* démontre empiriquement l'importance de la culture civique participative et l'importance d'une société fondée sur la confiance interindividuelle et le capital social.

La transformation que connut le système politique de la République tchèque après 1989 fut synonyme de rapide changement institutionnel du système politique tchèque. Le nouveau système constitutionnel, qui comporte des éléments de démocratie libérale, offre au peuple de nouvelles possibilités de participation et d'influence sur la politique, bien que les possibilités offertes par la nouvelle constitution démocratique ne soient pas encore devenues réalité dans certains domaines; cela concerne surtout la décentralisation du pouvoir de l'Etat dans l'administration publique, dont la non-concrétisation a des conséquences négatives, dans le contexte de lente démocratisation de la vie politique de la société tchèque, aux échelons inférieurs de la politique, c'est-à-dire au niveau de la politique régionale et locale.

Dans un système de démocratie représentative parlementaire jusque-là assez fortement centralisé de par la constitution même, les médias et l'opinion publique se focalisaient logiquement sur la transformation politique du législatif et de l'exécutif au niveau des institutions nationales. La politique locale, ou plus précisément sa démocratisation, resta dans l'ombre des profonds bouleversements qui se jouèrent à l'échelon national. Cela se traduit entre autres par la confusion qui entoure le rôle de la politique locale dans l'esprit des citoyens. Et est confirmé par les résultats de l'enquête menée en 1994 par l'institut sociologique de l'Académie des sciences à Èeský Krumlov, Teplice et Misto nad Metují, qui concernait la culture politique des communautés locales: "Les gens n'ont pas une idée précise de ce qui est du ressort du conseil municipal et de la mairie, non plus que de leurs obligations. Ces organes, et principalement les personnes les composant, sont généralement considérés comme responsables de toutes les insuffisances et de tous les problèmes rencontrés par le citoyen. De 55% à 70% des personnes interrogées ont par ailleurs répondu qu'elles ignoraient le mode de représentation, au conseil municipal, de certaines catégories de population." (Vajdová-Kostecký, 1997: 454.)

Les types de cultures politiques locales-les tendances des citoyens

Des tentatives visant à identifier les types de cultures politiques locales (les tendances politiques) dans les sociétés post-communistes d'Europe centro-orientale (République tchèque, Hongrie, Pologne, République slovaque) sont présentées dans la remarquable étude comparative pionnière *Local*

Democracy and the Processes of Transformation in East-Central Europe (Baldersheim, H., Illner, M., Offerdal, A., Rose, L., Swianiewicz, P. eds., 1996).

Les auteurs d'une partie de cette étude (*Political Culture and Citizen Involvement*) travaillent sur six tendances citoyennes types: le premier couple dichotomique type est "tendance libérale versus tendance paternaliste", le deuxième couple dichotomique type est "tendance méritocratique versus tendance égalitariste", le troisième couple dichotomique type est "tendance individualiste versus tendance collectiviste", et le dernier type est représenté par la "tendance clientéliste" (Baldersheim, H., Illner, M., Offerdal, A., Rose, L., Swianiewicz, P. eds., 1996: 43-100). Il existe une très faible intercorrélations des tendances relevées chez les citoyens dans le domaine de la politique locale. Pour les auteurs, ce résultat ne constitue pas une surprise. Les données obtenues dans les quatre pays (République tchèque incluse) permettent d'affirmer que la situation des pays post-communistes est telle que l'on est loin de pouvoir les qualifier de modèles de culture politique solides et pleinement intégrés au niveau de la communauté. En fait d'intercorrélations fortes entre les différentes tendances relevées, qui pourraient signifier l'existence d'une dimension culturelle indépendante, les auteurs se trouvent face à une quantité de dimensions (ou subdimensions) qui sont corrélées les unes aux autres à un échelon relativement bas.

Les conclusions globales de cette étude comparative mettent en évidence l'état de changement permanent dans lequel se trouve la culture politique des sociétés post-communistes. Indépendamment de l'enthousiasme que souleva la démission du régime communiste, les auteurs de l'enquête purent établir que la culture politique de ces pays est largement empreinte d'éléments qui ne sont certes pas ouvertement "antiréformistes", mais qui ne sont ni très bienveillants ni très favorables aux objectifs de réforme annoncés haut et fort par les leaders des nouveaux régimes. Selon les conclusions de l'étude, ces éléments-barrières signalent la présence, dans l'esprit des citoyens, de très fortes tendances paternalistes, égalitaristes et clientélistes, ainsi qu'un certain scepticisme vis-à-vis des lois de l'économie de marché.

En ce qui concerne le développement de la démocratie locale, les conclusions de l'enquête insistent surtout sur l'influence négative du clientélisme et l'opposition à la privatisation des services publics. "Le clientélisme peut réduire à néant l'édification d'un environnement social, politique et culturel plus libéral au sein des différentes communautés" (Baldersheim, H., Illner, M., Offerdal, A., Rose, L., Swianiewicz, P. eds., 1996: 98).

Une comparaison plus poussée fait apparaître certains traits caractéristiques de la culture politique locale tchèque. Par exemple, il est intéressant de relever que les données collectées montrent une assez grande homogénéité des cultures politiques dans les Républiques tchèque et slovaque, mais que les contenus des tendances culturelles dominantes sont en revanche assez fortement divergents. Les citoyens des deux localités sondées en République tchèque (Blatná, Èeský Krumlov) entrent dans la catégorie des défenseurs de valeurs modérément libérales, tandis que les habitants des localités slovaques concernées (Kúty, Prievidza) sont attachés à des valeurs paternalistes et antilibérales, et ce à un degré supérieur à la moyenne des citoyens de tous les autres pays inclus dans l'enquête (Baldersheim, H., Illner, M., Offerdal, A., Rose, L., Swianiewicz, P. eds., 1996: 96).

La culture politique des citoyens et le sentiment de conscience civique

Le sentiment de compétence civique et de conscience civique est un indicateur important de l'état de la culture politique et du niveau de démocratie d'une société. Le sentiment de conscience et de compétence civiques exprime le niveau d'autoévaluation du citoyen en tant qu'acteur, ainsi que ses possibilités et ses dispositions à défendre ses droits civiques; il est aussi la mesure de l'influence réelle du citoyen sur les décisions politiques. Dans la théorie de culture politique démocratique élaborée par Almond et Verba, "posséder le sens de la compétence civique" est un élément clé. Cette disposition consiste à croire que les citoyens peuvent influencer les choix gouvernementaux (à l'échelon local ou national). Almond et Verba font également la distinction entre la "compétence civique subjective", qui est de croire que les citoyens peuvent agir au niveau des lois locales ou nationales qu'ils jugent injustes, et la "compétence civique objective", comportement adopté dans le but d'influencer le gouvernement. Almond et Verba qualifient la disparité entre ces deux dimensions, relevée dans les cinq nations étudiées³, de fonctionnelle dans une culture politique démocratique. Une certaine retenue dans le sentiment de compétence subjective agit, selon Almond et Verba, comme un contrôle potentiel de l'abus de pouvoir et augmente la responsabilité des gouvernements (élites), tandis que "la faiblesse objective du citoyen lambda laisse une grande marge de manoeuvre aux élites dirigeantes" (Almond-Verba, 1963: 481).

Les nombreuses enquêtes d'opinion des citoyens tchèques menées par l'institut de sondage IVVM montrent que, si les élus locaux devaient mettre les intérêts de la majorité en danger, seules 25 à 30% des personnes interrogées exprimeraient leur désaccord (s'y opposeraient par l'action): 34% en février 1991, 26% en octobre 1992, 25% en juin 1994, 28% en janvier 1995, 30% en février 1996. Par conséquent, de 70 à 75% des sondés soit voudraient mais ne pourraient pas, soit ne voudraient ou ne pourraient pas, soit choisiraient un autre mode de réponse ou ne savent comment ils réagiraient. Il est intéressant de noter que depuis juin 1994 (25%) le pourcentage des réponses positives ("voudrait et pourrait") connaît une nouvelle progression - 30% en février 1996 - qui pourrait être le signe d'un renouveau de l'intérêt pour les affaires communes (IVVM, résultat de l'enquête 96-08).

A titre de comparaison, les chiffres présentés dans l'étude comparative *The Civic Culture* de G. Almond et S. Verba (collectés en 1959-1960) montrent que 78% des Britanniques, 77% des Américains, 62% des Allemands (de RFA), 52% des Mexicains et 51% des Italiens (Almond-Verba, 1963: 206-207) manifesteraient activement leur opposition aux dispositions locales qu'ils jugeraient injustes. Des données datant de 1974 indiquent que le pourcentage de citoyens animés d'un sentiment de compétence civique locale reste inchangé aux Etats-Unis (77%), qu'il baisse de 4% en Grande-Bretagne (74%), qu'il augmente sensiblement en Allemagne (de 8%, à 70%); aux Pays-Bas, les citoyens partagent à 71%, en Autriche à 48%, ce sentiment de compétence civique locale (voir Conradt, 1989: 232).

³ Dans leur étude *The Civic Culture* (1963), Almond et Verba étudièrent la culture politique nationale aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne (occidentale - RFA), en Italie et au Mexique.

Dans l'enquête menée en juin 1994 par l'IVVM, les personnes interrogées qui déclaraient qu'elles donneraient leur avis sur les décisions prises par le conseil municipal (n=263) répondirent également à la question: "*Et que feriez-vous?*" 23% avertiraient leur député, 21% écriraient au conseil municipal, 18% iraient voir le maire, 14% choisiraient la manifestation ou une autre forme de protestation publique, 6% feraient circuler une pétition, 11% emprunteraient une autre voie, par exemple les médias, ou voteraient pour un autre parti au scrutin suivant (IVVM, résultat de l'enquête 94-06).

L'analyse des données collectées en juin 1994 fait apparaître des similitudes socio-démographiques entre les personnes qui agiraient en cas de décisions du conseil municipal dangereuses pour les intérêts de la majorité et celles qui agiraient contre les décisions de l'Etat. Les hommes se mobiliseraient plus souvent (29%) que les femmes (21%). 18% des personnes disposant d'un niveau d'instruction primaire se lanceraient dans une action, ce pourcentage atteignant 39% des personnes de niveau universitaire. L'âge n'influence pas les réponses des sondés, à l'exception des plus âgés. De 15 à 59 ans, plus du quart des personnes se déclarent disposées à exprimer leur désaccord, moins d'un cinquième chez les 60 ans et plus. Régionalement, c'est en Bohême occidentale que le pourcentage des personnes prêtes à réagir est le plus élevé (35%). En ce qui concerne les opinions politiques, ce sont les partisans de l'ODS qui se montrent les plus actifs (36%). Parmi les personnes satisfaites de la situation politique, la moitié désirerait et pourrait exprimer son désaccord avec les décisions du conseil municipal (IVVM, résultats de l'enquête 94-06).

D'après le sondage de l'IVVM de janvier 1998, les trois quarts environ des citoyens tchèques pensent que leur possibilité d'influencer la résolution des problèmes est plutôt moyenne (40%) ou faible (33%), un petit quart la considère comme importante (3%) ou plutôt importante (20%). Cette répartition des opinions est quasi conforme aux données obtenues en janvier 1997, date à laquelle débuta cette étude d'opinion. Les entrepreneurs et les commerçants et artisans, les personnes possédant un bon niveau d'instruction, particulièrement les diplômés des écoles supérieures, et les hommes sont ceux qui jugent le plus positivement leur possibilité d'influence; globalement, les personnes ayant un bon niveau de vie. Les partisans de l'ODS représentent le groupe le plus satisfait. Les ruraux jugent leurs possibilités d'influence sur leur lieu de résidence plutôt bonnes, et ce tant les hommes que les femmes. Ce qui n'est pas le cas des habitants des grandes villes (IVVM, 98-01).

Le manque d'assurance civique des Tchèques s'accompagne d'une autre caractéristique qui entrave la démocratisation de la société tchèque (y compris au niveau de la vie de la communauté locale); c'est le faible niveau de confiance interindividuelle dans la société tchèque, que confirment de nombreuses données sociologiques. L'enquête "*La culture politique des communautés locales*", déjà citée, peut en apporter la preuve, qui montre que 23% seulement des citoyens font confiance aux autres ("*on peut généralement faire confiance aux gens*"), 67% émettent une certaine réserve ("*il faut faire très prudent dans les relations interhumaines*") et 10% des réponses expriment un manque de confiance total dans les autres (Vajdová-Kostelecký, 1997: 451). Les différentes enquêtes d'opinion menées par l'IVVM confirment la mauvaise posture des rapports humaines

dans la société tchèque. De 66 à 81% des citoyens considèrent les rapports entre les gens plutôt mauvais ou mauvais: en 1990, c'était l'avis de 73% des personnes interrogées, de 81% en 1991, de 71% en 1992 et 1993, de 77% en 1994, de 66% en 1995 et de 68% en 1996 (enquête IVVM, 92-16). Je considère cet état de fait (les rapports humains jugés mauvais) comme un des graves problèmes de démocratisation de la société post-communiste tchèque.

La culture politique des élites politiques locales

Un autre aspect de la culture politique locale est représenté par le comportement des acteurs publics locaux (élites politiques). Le problème du comportement politique des acteurs publics est devenu au cours de la dernière année un problème véritablement très présent et perceptible dans la vie publique, et il peut être qualifié sans exagération de crise des élites. Il concerne toutefois au premier chef les dirigeants politiques actifs au niveau national; d'ailleurs, les hommes politiques locaux portent dans leur large majorité un jugement négatif sur la culture politique des représentants nationaux.

Les acteurs publics locaux sont plus appréciés des citoyens que leurs homologues nationaux. Une étude de l'IVVM menée en février et mars 1998 montre que 17% des personnes interrogées qualifient de bonne la culture politique des dirigeants politiques nationaux (par exemple, les ministres, les députés, les responsables des partis politiques) et que 77% l'estiment mauvaise, tandis que celle des acteurs politiques locaux est jugée bonne par 29% et mauvaise par 49% des gens.

Cette étude de l'IVVM montre également que les jugements portés par les habitants des communes moyennes sont significativement plus positifs: 39% des sondés répondent positivement dans les communes de 2 000 habitants et moins, ils sont 42% dans les localités comptant jusqu'à 5 000 habitants.

Régionalement, c'est en Bohême orientale et en Moravie du Sud que les jugements portés sur la culture politique des acteurs politiques locaux sont le plus favorables (39% des réponses), et c'est en Bohême occidentale qu'ils sont le moins favorables (58%). A Prague, 14% des personnes interrogées jugent positivement la culture politique des hommes politiques locaux, pourcentage qui reflète le faible nombre de jugements favorables exprimés dans les villes de plus de 100 000 habitants (IVVM, résultats de l'enquête 98-03).

Conclusion

Le rétablissement de la démocratie "par le haut" est perceptible aussi dans la nature de la politique locale existant en République tchèque. Celle-ci a en fait copié le processus qui se mit en place au niveau national. Plus que l'influence patente des structures de la société civile (dont la faiblesse est notoire), c'est le point de vue idéologico-partisan d'appartenance aux nouvelles élites (aux nouveaux partis) et la force de son influence dans la bureaucratie locale et nationale qui jouèrent un rôle décisif. Du fait du système d'administration publique centralisé, la forte ingérence

de l'Etat dans la politique locale ne fit que renforcer ce point de vue. Cet état de fait provoqua chez certaines personnes un sentiment d'apathie ou de faible compétence civique. Cette situation peut également faire perdurer, voire conforter, le clientélisme dans son rôle de politique culturelle ou de stratégie citoyenne. Elle peut aussi entraîner une augmentation du paternalisme ambiant (de la culture paternaliste). Cependant, quelques études montrent clairement qu'il existe par ailleurs une tendance libérale beaucoup plus nette en politique que dans d'autres sociétés post-communistes. En outre, la tradition démocratique et la vie civique, assez développée dans les communautés locales, sont loin d'être négligeables. La démocratie reste le type d'organisation politique le plus prisé. Mais elle comporte nombre de points problématiques.

Les données des enquêtes réalisées sur la politique locale en République tchèque dont nous disposons à ce jour nous permettent de qualifier le rapport des citoyens à la politique locale de tendance *soumise* - selon la définition d'Almond et Verba (1963). Les sentiments les plus répandus parmi les citoyens sont ceux de faible compétence civique, d'impuissance ou de faible influence sur la politique. Pourtant, l'opinion publique n'est pas satisfaite de la culture politique des acteurs publics (elle juge un peu mieux les élites politiques locales) et est consciente de sa faible influence sur les décisions desdits acteurs. Parallèlement, la plupart des gens se déclarent disposés à s'impliquer dans la résolution des problèmes de leur commune et sont convaincus du caractère inéluctable de la démocratisation de la société. La faiblesse et le bas niveau de développement de la société civile autonome, liés à la culture civique, représentent le principal problème de démocratisation de la politique locale et, partant, de la politique nationale en République tchèque.

Littérature

Almond, G. - Verba, S.: *The Civic Culture*, Princeton University Press, 1963.

Almond - Verba, eds.: *The Civic Culture Revisited*, Sage 1989.

Baldersheim, H., Illner, M., Offerdal, A., Rose, L., Swianiewicz, P. eds.: *Local Democracy and the Processes of Transformation in East-Central Europe*, Westview Press 1996.

Brokl, Lubomír et coll.: *Reprezentace zájmů v politickém systému České republiky (la Représentation des intérêts dans le système politique de la République tchèque)*, Sociologické nakladatelství, Praha 1997.

Conradt, David P.: "Changing German Political Culture". (In): Almond - Verba, eds.: *The Civic Culture Revisited*, Sage 1989.

Dahrendorf, R.: *Reflections on the Revolution in Europe*, London: Chatto & Windus, 1990. (Traduction tchèque: *Úvahy o revoluci v Evropě*. Nakladatelství Evropského kulturního klubu, 1991.)

IVVM, résultats de l'enquête 94-06: *Reakce občanů na rozhodnutí, která by vedla k ohrožení zájmu lidí* - La réaction des citoyens face aux décisions qui pourraient menacer les intérêts des gens (28.5 - 3.6.1994).

IVVM, résultats de l'enquête 98-01 (§ 40, 41): *Občané k uplatňování demokracie (Les citoyens et l'instauration de la démocratie)*, publiée le 6.2.1998.

IVVM, résultats de l'enquête 98-03 (questions 16, 17): *Politická kultura v ČR (La culture politique en République tchèque)*, publiée le 26.3.1998.

IVVM, résultats de l'enquête 96-12 (questions 27, 28): *Veřejnost o mezilidských vztazích (L'opinion publique juge les rapports humains)*, publiée le 8.1.1997.

Meyer, Gerd: "Toward a Political Sociology of Postcommunism". (In): Jablonski, A. - Meyer, G. eds.: *The Political Culture of Poland in Transition*. Wydawnictwo Uniwersitetu Wroclawskiego. Wroclaw 1996.

Putnam, Robert D.: *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press, 1994.

Svensson, Palle: *Teorie demokracie (Théorie de la démocratie)*. CDK, Brno 1995.

Vajdová, Z., Kostecký, T.: *Politická kultura lokálních společenství: případ tří měst (La culture politique des communautés locales: l'exemple de trois villes)*. Sociologický časopis, 18, 1997, n°4, p. 44 Robert Putnam 5-465.

Traduit du tchèque par Carole Formánek